

ONU et Israël: le nouvel ambassadeur américain Nikki Haley donne un grand coup de balai

écrit par Jack | 23 février 2017

Ça va changer de ton à l'ONU... dont les membres vont vite apprendre qui est le nouvel ambassadeur des USA, Nikki Haley. Le premier changement est le refus de laisser dire que Israël serait coupable et de laisser faire un boycott de ses produits...

Grand coup de balai contre l'anti-Israélisme à l'ONU avec Nikki Haley

Le nouvel ambassadeur des États-Unis annonce la couleur sans fléchir.

Le nouvel ambassadeur des États-Unis à l'ONU nommé par le Président Trump, Nikki Haley, a frappé du poing sur la table. Elle a vigoureusement dit leur vérité aux membres des Nations unies pour leur parti-pris anti-Israël. L'ambassadeur précédent du gouvernement Obama, Samantha Power, n'a jamais ne serait-ce qu'osé évoquer cette situation.

Après avoir assisté à sa première réunion ordinaire du Conseil de sécurité des Nations Unies consacrée au Moyen-Orient, notamment à la situation israélo-palestinienne, l'ambassadeur Nikki Haley s'est adressé aux journalistes : *« La première chose que je veux faire est de parler de ce que nous venons juste de voir »*. Appelant la réunion *« quelque peu étrange »*, l'ambassadeur a fait remarquer à quel point le blâme pour tout ce qui tourne mal au Moyen-Orient semble être entièrement de la faute d'Israël.

« La discussion n'a pas porté sur l'accumulation illégale de roquettes par le Hezbollah au Liban », a déclaré

l'ambassadeur « Ce n'était pas sur l'argent et les armes que l'Iran fournit aux terroristes. Il ne s'agissait pas de savoir comment vaincre ISIS. Il ne s'agissait pas de savoir comment il se fait que nous tenons Bashar al-Assad responsable du massacre de centaines et de milliers de civils. Non, au lieu de cela, la réunion a porté sur la critique d'Israël, la seule véritable démocratie au Moyen-Orient. Je suis nouvelle ici, mais je comprends que c'est ainsi que le Conseil fonctionne depuis des décennies, mois après mois. Je suis ici pour souligner le soutien sans faille des États-Unis envers Israël. Je suis ici pour affirmer la résolution des États-Unis contre le parti pris anti-Israël de l'ONU ».

L'ambassadeur Nikki Haley s'est exprimée contre la résolution 2334 anti-Israël du Conseil de sécurité adoptée en décembre dernier, à laquelle le gouvernement Obama n'a pas opposé son veto. « Nous ne répéterons jamais l'erreur terrible de la Résolution 2334 et n'autoriserons aucune résolution unilatérale du Conseil de sécurité à condamner Israël », a-t-elle déclaré. « Les résolutions exagérément équivoques du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale ne font que rendre la paix plus difficile à atteindre en décourageant l'une des parties d'entamer des négociations ».

Comme c'est rafraîchissant d'entendre de telles déclarations sincères de soutien envers Israël après huit années de parti pris contre ce pays par le gouvernement Obama. L'ancien ambassadeur Samantha Power avait hypocritement formulé des déclarations de partialité à l'encontre d'Israël au Conseil de sécurité et dans d'autres instances des Nations Unies.

La résolution 2334 est la source d'un tel parti pris. Et cependant, l'ambassadeur d'alors, Samantha Power, avait défendu énergiquement la décision du gouvernement Obama de s'abstenir plutôt que de s'y opposer. La résolution a déclaré scandaleusement que « l'établissement par Israël de colonies dans le territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, n'a aucune valeur juridique et constitue une violation flagrante du droit international et un obstacle

majeur à la solution des deux États, d'une paix juste et durable ». En rendant une résolution devant prévenir des « actes de terreur » ainsi que « des actes de provocation, d'incitation et de rhétorique incendiaire », la résolution s'adressait bien évidemment aux « deux parties ». Pourquoi la résolution n'a-t-elle pas dénommé par leur nom l'Autorité palestinienne et le Hamas pour les actes de terreur commis, pour l'incitation à la violence et la glorification des terroristes ? L'explication boiteuse donnée aux journalistes par Samantha Power lors de sa conférence de presse à l'ONU a été que la résolution 2334 « n'était pas notre résolution ; vous devriez donc poser ces questions aux gens en charge d'en négocier le texte ». Elle aurait bien sûr pu insister d'y inclure des références aux actions terroristes palestiniennes et à l'incitation à la violence en violation du droit international dans la résolution elle-même comme explication de l'abstention américaine. Elle ne l'a pas fait. Au lieu de cela, ajoutez un acte de lâcheté morale à la liste des « réalisations » de Samantha Power pendant son mandat d'ambassadrice à l'ONU.

Tout cela va changer à partir de maintenant. Et ce n'est pas seulement un changement de mots et de ton. Attendez-vous à des actions concrètes démontrant la clarté morale du gouvernement Trump en exigeant des comptes de l'organisation de l'ONU.

Déjà, par exemple, l'ambassadeur Nikki Haley s'est opposée à la nomination proposée de l'ancien Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Salam Fayyad, pour devenir le prochain envoyé de l'ONU en Libye. La Palestine n'est pas membre à part entière des Nations Unies. C'est juste un état observateur. Israël, d'autre part, est un État membre à part entière. Pourtant, le nouveau Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a cherché à élever un fonctionnaire palestinien à un haut poste du Secrétariat de l'ONU, alors que l'État d'Israël a été privé de la possibilité d'occuper une telle position. Le média *Inner City Press* a indiqué que, selon

ses sources, « la nomination provenait en réalité de Jeffrey Feltman, nommé par le gouvernement Obama à la tête du Département des affaires politiques de l'ONU ». Jeffrey Feltman avait auparavant occupé le poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires du Proche-Orient. Grâce à lui, l'ancien gouvernement Obama aurait encore quelqu'un au sein de la bureaucratie de l'ONU pour y renforcer la position favorable aux Palestiniens aux dépens d'Israël. Pas de chance, cette nomination n'allait pas se concrétiser.

Peu de temps après la tentative de nomination par Salam Fayyad, l'ambassadeur Nikki Haley a fait une déclaration dont voici un extrait : « **Les États-Unis ne reconnaissent pas actuellement un État palestinien pas plus qu'ils ne soutiennent le signal que cette nomination enverrait aux Nations Unies.** Par contre, nous encourageons les deux parties à se rencontrer afin de trouver directement une solution. À l'avenir, les États-Unis agiront pour soutenir leurs alliés ; ils ne se contenteront pas de parler ».

Aucun doute, c'est tout ce qu'il fallait pour bloquer la nomination. Comme de bien entendu, l'Organisation de libération de la Palestine a protesté, pas habituée à un rejet aux Nations Unies.

D'autres actions semblent se préparer. À la fin de l'année dernière, alors que s'écoulaient les derniers jours du gouvernement Obama, **l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé le financement de la compilation d'une liste noire d'entreprises israéliennes privées faisant des affaires dans les territoires « occupés ».** Samantha Power a prétendu que le gouvernement Obama s'était opposé au projet de cette liste, mais n'a rien fait pour l'arrêter. Moins d'un mois après sa prise de fonctions par le Président Trump et la nomination de Nikki Haley comme nouvel ambassadeur des États-Unis à l'ONU, le Conseil anti-israélien des droits de l'homme a décidé de retarder la publication d'un rapport concernant l'établissement d'une base de données des entreprises

israéliennes ayant des liens commerciaux avec les colonies installées en Cisjordanie, et ce jusqu'à une date indéterminée plus tard cette année. **Il y a maintenant de fortes chances que cette base de données ne verra jamais le jour.**

Des chèques en blanc pour les multiples programmes pro-palestiniens de l'ONU pourraient bien passer au rang des souvenirs. L'ambassadeur Nikki Haley a souligné que le Département des affaires politiques de l'ONU, toujours dirigé par le sous-secrétaire d'État nommé par le gouvernement Obama, Jeffrey Feltman, possédait « *un service entier dédié aux affaires palestiniennes* ». Elle a ajouté : « *Il n'existe pas de service consacré aux lancements illégaux de missiles par la Corée du Nord. Il n'existe pas de service consacré au plus grand État qui soutient la terreur dans le monde, l'Iran. L'approche préjudiciable des questions israélo-palestiniennes ne favorise pas le processus de paix ; et elle est sans rapport avec la réalité du monde qui nous entoure* ».

En tant que gouverneur de la Caroline du Sud, Nikki Haley avait la réputation d'être un puissant conservateur fiscale. L'ONU a pris note que l'Ambassadeur Nikki Haley, en tant qu'ambassadeur du pays versant une somme disproportionnée au budget des Nations Unies, continuera d'être un conservateur fiscal avec l'argent des contribuables américains. **Elle s'efforcera de réduire fortement les gaspillages budgétaires endémiques de l'ONU, en commençant peut-être par les agences et les programmes pro-palestiniens, souvent à double emploi, mis en place par l'ONU au fil des ans.**

<http://www.frontpagemag.com/fpm/265868/nikki-haley-puts-un-anti-israelism-crosshairs-joseph-klein>

Traduction exclusive Résistance républicaine par Jack

